







LE PNUD APPUIE LA MISE EN ŒUVRE DE L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 15

PRÉSERVATION, RESTAURATION ET PROMOTION D'UNE EXPLOITATION DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES.



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





































Ce document est soumis à une révision périodique. Janvier 2016

Si vous souhaitez davantage d'informations, veuillez contacter : sdgsupport@undp.org

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sur la voie de la prospérité mondiale, du bien-être humain et vers une planète saine

Au cours des deux dernières décennies, notre monde a bénéficié d'importantes avancées pour le développement humain. L'extrême pauvreté a considérablement reculé, l'accès à l'enseignement primaire et la situation sanitaire se sont améliorés, des progrès importants ont été enregistrés en ce qui concerne l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes. La poursuite des Objectifs de développement du millénaire est l'un des vecteurs de ce progrès, permettant aux individus dans le monde entier d'améliorer leur vie et leurs perspectives futures. Mais en dépit de ces importantes avancées, l'extrême pauvreté reste un défi prioritaire : plus de 700 millions de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,90 dollar US PPP (en parité de pouvoir d'achat) par jour. Les inégalités sont soit en hausse soit trop élevées, en particulier au sein des pays. Le chômage ainsi que les diverses formes d'emploi précaire sont très présents dans de nombreux pays, notamment chez les jeunes. Les modes de consommation et de production non durables exploitent les écosystèmes au-delà de leurs limites, remettant en question leur capacité à assurer des services vitaux à la vie humaine, au développement, et entravant l'auto-régénération écosystémique. Les chocs résultant de l'instabilité macroéconomique, de catastrophes naturelles, de la détérioration de l'environnement et de tensions sociopolitiques ont des répercussions négatives sur la vie de millions d'entre nous. Souvent, ces chocs retardent, voire inversent, le cours des progrès déjà assurés dans la réalisation des objectifs de développement fixés à l'échelle nationale et internationale. La préservation des avancées réalisées et la résolution des défis actuels du développement auxquels est actuellement confronté le monde entier n'interviendront pas en ne prenant que des demi-mesures.

Nous sommes face à un impératif pressant de renforcement du développement durable. Une vision de la voie à adopter est inscrite dans le nouveau programme de développement durable, dont l'objectif est de mettre un terme à la pauvreté, d'encourager la prospérité et le bien-être des peuples tout en sauvegardant l'environnement, d'ici à 2030. En tant qu'organe du développement des Nations Unies, le PNUD a un rôle clé à jouer dans le soutien des pays pour passer de la vision à la réalité : en mettant les pays sur la voie du développement durable, en gérant les risques, en renforçant la résilience et en encourageant prospérité et bien-être.

En prenant appui sur ses principaux point forts - associant un vaste réseau dans plus de 170 pays et territoires, un rôle de coordinateur de premier rang au sein du système des Nations Unies pour le développement et une capacité avérée de soutien aux initiatives de réduction de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion, mais aussi de protection des écosystèmes vitaux -, le PNUD a exposé sa vision dans son Plan stratégique 2014-2017, qui mise sur la réalisation de la prochaine phase clé du développement : aider les pays à simultanément éradiquer la pauvreté et réduire considérablement les inégalités et l'exclusion. Certes ambitieuse, cette vision est cependant réalisable et il est possible d'accomplir des progrès considérables en matière d'éradication de la pauvreté, de réduction des inégalités et de l'exclusion, et de sauvegarde de l'environnement.

Fidèle à cette vision, le PNUD collabore avec le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) au développement d'une stratégie d'appui effectif et cohérent désignée « MAPS » (stratégie d'intégration, d'accélération et d'appui aux politiques) en faveur de la mise en œuvre du nouveau programme de développement durable. La composante Intégration de MAPS tend à susciter une prise de conscience auprès de tous les acteurs concernés, à aider les États et les gouvernements à inscrire le programme aux niveaux national et local et, au final, à l'intégrer dans leurs plans, stratégies et budgets nationaux. La composante Accélération a pour principal but d'aider les gouvernements à accélérer l'avancement de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en fournissant des outils facilitant l'identification des obstacles majeurs à une accélération plus rapide des progrès et permettant de se focaliser sur les objectifs de développement correspondant le mieux au contexte de chaque pays. La composante Appui aux politiques tend à fournir un appui politique coordonné et commun aux pays travaillant à la réalisation de leurs objectifs ODD. Dans cette perspective, le PNUD propose un ensemble intégré de services de soutien aux politiques, en cohérence avec les priorités de ses programmes. Ces services, tels que décrits dans le présent prospectus, couvrent une gamme étendue de domaines : réduction de la pauvreté, croissance inclusive et emploi productif, égalité de genre et autonomisation des femmes, VIH et santé, accès à l'eau et aux systèmes d'assainissement, adaptation au changement climatique, accès à des énergies durables, gestion durable des écosystèmes terrestres, gouvernance des océans et promotion d'un modèle sociétal de paix et d'équité.

Fort de cet ensemble intégré de services d'appui aux politiques, le PNUD est dès aujourd'hui en mesure de soutenir ses pays partenaires dans la mise en œuvre effective du nouveau programme de développement et la concrétisation de la prospérité économique et du bien-être à long terme, autant sur le plan humain qu'environnemental.



































GESTION DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES

Pourquoi cela est important?

Les efforts visant à **éradiquer la pauvreté, à réduire les inégalités et à instaurer une croissance inclusive** sont directement liés à la façon dont nous gérons les écosystèmes terrestres de notre planète et les biens et services qu'ils procurent.

Les écosystèmes terrestres - les différents paysages qui représentent près de 30% de la surface de la Terre, y compris les forêts, les prairies et les déserts - nous fournissent **emplois, moyens de subsistance, nourriture, combustibles et médicaments**.

Pour les communautés qui dépendent étroitement de la terre qui constitue leur principale richesse, en particulier pour les familles rurales, les femmes et les hommes vivant dans la pauvreté et les populations autochtones, le bien-être des personnes et les moyens d'existence durables sont totalement dépendants et intimement liés à la salubrité et à la productivité de la terre.

- Plus de 1,6 milliard de personnes dans le monde dépendent directement des forêts, dont plus de 10 millions d'individus employés dans le secteur forestier formel et de nombreux travailleurs du secteur informel.
- 65 à 80% de la population dépend des médicaments issus des forêts et constituant leur source de soins élémentaires de santé.

De nombreux secteurs économiques nationaux et internationaux tels que l'agriculture, l'industrie forestière, l'énergie, les industries extractives, le tourisme, le transport et le commerce s'appuient également sur les écosystèmes terrestres.

 L'écotourisme, qui est directement lié aux écosystèmes terrestres, crée un nombre significatif d'emplois et représente aujourd'hui près de 100 milliards de dollars US/an dans le monde.^{III}

- Les sols de notre planète fournissent l'équivalent de 16 milliards de dollars US en services écosystémiques chaque année.^{iv}
- Les trois quarts des principaux médicaments prescrits sur ordonnance dans le monde contiennent des composants issus de plantes et les ventes de semences commerciales atteignent chaque année 15 milliards de dollars US.^v

La gestion des écosystèmes terrestres peut également garantir le bien-être et la résilience de communautés et de pays à travers la préservation de la biodiversité, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la lutte contre la désertification et la dégradation des sols, la gestion des produits chimiques et des déchets et la réduction des risques de catastrophes.

- Les émissions de gaz à effet de serre issues de l'agriculture, de l'industrie forestière et d'autres exploitations des sols représentent 20 à 24% de l'ensemble des émissions mondiales annuelles contribuant aux changements climatiques.^{vi}
- Les forêts renferment plus de 80% de la biodiversité terrestre mondiale.^{vii}
- Une gestion durable des sols peut contribuer à réduire les risques et les effets des sécheresses, des glissements de terrain et des inondations.
- La production de déchets et le rejet de produits chimiques dangereux ont un impact sur les sols, la faune, les écosystèmes et la chaîne alimentaire, avec des effets collatéraux sur la santé des personnes, en particulier sur celle des familles pauvres rurales et urbaines.



Dans le même temps, cependant, la croissance de la population, le changement climatique, le développement des zones urbaines et les besoins de l'agriculture et de l'industrie exercent une pression croissante et dégradent les ressources productives des sols.

- Au cours des deux derniers siècles, l'homme a supprimé ou converti au nom de l'agriculture 70 % des prairies, 50 % de la savane, 45 % des forêts décidues tempérées et 27 % des forêts tropicales.viii
- Au cours des 40 dernières années, près d'un tiers des terres arables du globe ont été détruites par l'érosion et continuent de l'être à hauteur de plus de 10 millions d'hectares par an.ix
- 25 % des terres émergées du globe sont soit fortement dégradées, soit subissent un taux élevé de dégradation.
- En Afrique, deux tiers des terres sont déjà dégradées à des degrés divers. Cela affecte au moins 485 millions de personnes, soit 65 % de l'ensemble de la population africaine.x
- La communauté mondiale perd jusqu'à 5 % de produit intérieur brut (PIB) agricole du fait de la dégradation des sols, soit un coût de 490 milliards de dollars US par an.xi

La disparition d'écosystèmes terrestres pose un véritable défi aux familles vivant dans la pauvreté qui risquent de souffrir de façon disproportionnée de changements potentiellement catastrophiques affectant des écosystèmes fragiles dans les décennies à venir.

- Près de 40 % des terres dégradées de la planète se trouvent dans les zones marquées par le plus fort taux de pauvreté, en grande majorité rurales.xii
- Plus de 1,5 milliard de personnes dans le monde sont dépendantes de sols dégradés et 74 % d'entre elles souffrent de pauvreté.xiii
- Près de 135 millions de personnes pourraient être déplacées d'ici ç 2045 du fait de la désertification.xiv

On estime que d'ici à 2030, la demande en **nourriture**, **énergie** et eau va augmenter respectivement d'au moins 50 %, 45 % et 30 %. Ces besoins ne seront durablement satisfaits que si nous préservons et restaurons la productivité de nos sols. Pour surmonter la faim et l'insécurité alimentaire, on estime nécessaire une augmentation de 60 % de la productivité agricole d'ici à 2050, dont un accroissement de 100 % dans les pays en voie de développement.xvi

• En Afrique subsaharienne, la productivité agricole pourrait être augmentée jusqu'à 20 % en attribuant une part plus importante des intrants agricoles aux femmes.xvii Si les femmes travaillant dans l'agriculture pouvaient disposer du même accès aux ressources (terres, financements et technologies) que les hommes, leurs rendements agricoles pourraient augmenter de 20 à 30 %; les intrants agricoles nationaux pourraient augmenter de 2,5 à 4 % ; et le nombre de personnes souffrant de malnutrition pourrait être réduit de 12 à 17 %.xviii











































Écosystèmes terrestres - En bref



Au cours des deux derniers siècles, l'homme a supprimé ou converti



70% des prairies



50%

de la savane



45%

des forêts décidues tempérées



27%

des forêts tropicales pour l'agriculture

Contribution des forêts à l'économie mondiale



1,6 milliard

de personnes dépendent des forêts pour l'emploi, leurs moyens de subsistance, leur nourriture et la fourniture de combustibles



10 millions

de personnes sont employées dans le secteur forestier formel



65 %-80 % de la population

dépend de médicaments issus des forêts comme source de soins élémentaires de santé

Impact of land degradation

25%

des terres émergées du globe sont soit fortement dégradées, soit subissent un taux élevé de dégradation 40%

des terres dégradées de la planète se trouvent dans les zones marquées par le plus fort taux de pauvreté 1,5 milliard

de personnes dans le monde sont dépendantes de sols dégradés et 74 % d'entre elles sont démunies



135 millions de personnes

pourraient être déplacées d'ici à 2045 du fait de la désertification

Quel est notre rôle?

Le travail du PNUD sur les écosystèmes terrestres vise à garantir les moyens de subsistance, la nourriture, l'eau et la santé, à augmenter la résilience, à préserver les espèces menacées et leurs habitats et à augmenter le stockage et la séquestration du carbone. S'appuyant sur plus de 40 ans d'expérience et d'expertise, le PNUD aide les pays à intégrer la terre et les enjeux environnementaux qui s'y rapportent aux plans et aux stratégies de développement nationaux et sectoriels, à garantir des ressources et à mettre en place des programmes contribuant à une croissance et à un développement inclusifs et durables. Ce travail, qui aide les gouvernements à mettre en place des accords environnementaux multilatéraux, est étroitement lié à l'Objectif de développement durable 15 visant à préserver, restaurer et promouvoir l'exploitation durable des écosystèmes terrestres, à gérer durablement les forêts, à lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité, ainsi qu'à d'autres objectifs dans des domaines connexes, y compris la pauvreté, la gouvernance et la croissance inclusive.

Ce travail s'appuie sur trois approches principales:

- Développer les capacités aux niveaux individuels, institutionnels et systémiques pour une gouvernance démocratique plus efficace de la gestion des écosystèmes terrestres
- Aider les pays à identifier, accéder, combiner et organiser un financement environnemental innovant, y compris auprès du Fonds pour l'environnement mondial, du Fonds multilatéral et du Fonds pour l'adaptation, pour la gestion des écosystèmes terrestres et à mobiliser des marchés propauvres pour les biens et les systèmes écosystémiques.
- S'assurer de l'existence des garanties appropriées destinées à éviter, à gérer et à atténuer les dommages potentiels causés aux écosystèmes par les activités de développement.
 Ceci inclut l'application des Normes environnementales et sociales du PNUD et du mécanisme de reddition de comptes correspondant.

En partenariat avec un grand nombre d'acteurs, le PNUD aide les pays à atteindre ces objectifs en mettant l'accent sur les domaines complémentaires suivants :

Biodiversité

• Intégrer les questions relatives à la biodiversité et à l'environnement à la planification du développement et aux secteurs de production, par ex. l'agriculture, l'exploitation forestière et l'extraction minière, afin d'assurer la pérennité des services écosystémiques. Le PNUD

encourage la création d'emplois en aidant les producteurs favorables à la biodiversité à accéder à de nouveaux marchés, promeut les initiatives d'écotourisme local et soutient les moyens de subsistance basés sur les récoltes durables ainsi que les accords d'accès et de partage des avantages sur les ressources génétiques.

- Exploiter le potentiel des zones protégées, y compris les territoires des peuples autochtones et les zones communautaires protégées. Le PNUD encourage la stabilité de la propriété foncière, la gestion efficace et l'expansion des zones protégées afin de développer les revenus et les créations d'emplois issus du tourisme, la protection des espèces menacées, y compris par le commerce illicite, et des éco-régions, qui font office de tampons contre les catastrophes climatiques.
- Gérer et réhabiliter les écosystèmes pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatiques. Le PNUD encourage : l'adaptation basée sur les écosystèmes pour aider les communautés à augmenter leur résilience et celle des écosystèmes ; la création d'emplois à travers des projets de réhabilitation de grande envergure ; l'expansion et la liaison des zones protégées afin de préserver les forêts et les zones humides en tant que protections naturelles ; la préservation et la restauration des écosystèmes en tant que puits de carbone ; la sécurisation de la propriété foncière et l'accès à de nouveaux financements.

Gestion durable des sols

- Intégrer les problématiques concernant les terres arides (et les enjeux connexes en termes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique) dans les politiques nationales, les cadres de planification et de développement et contribuer à la mise en place effective de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD)
- Réduire les utilisations conflictuelles des terres au sein des paysages de production
- Soutenir le travail communautaire, y compris à travers le Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'Initiative pour l'Équateur, pour s'assurer que la communauté bénéficie de la gestion améliorée des écosystèmes des terres arides

Gestion durable des forêts

À travers le programme collaboratif des Nations Unies sur la Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (UN-REDD) et les programmes complémentaires:

Aider les pays à développer et mettre en place des stratégies





































nationales pour réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts et préserver et renforcer les stocks de carbone forestier (REDD+)

- Renforcer la gouvernance forestière (c.-à-d. la capacité des administrations publiques à gérer les ressources forestières, renforcer la responsabilisation dans la prise de décision)
- Garantir l'implication des populations autochtones et de la société civile dans les prises de décisions
- Travailler avec le secteur privé et les gouvernements pour promouvoir des chaînes d'approvisionnement en produits de base sans déforestation
- Renforcer les moyens de subsistance des communautés dépendantes des forêts afin de garantir qu'ils soient plus durables et inclusifs
- Renforcer la gestion des zones protégées, y compris les territoires des peuples autochtones et les zones communautaires protégées.

Gestion des produits chimiques et des déchets

 Réduire les rejets de polluants organiques persistants (POP) et de mercure qui ont une incidence sur les écosystèmes terrestres par une gestion rationnelle des substances chimiques et des déchets dangereux dans les secteurs de l'industrie, de la santé, de l'énergie et de l'agriculture.

Le PNUD travaille dans ces domaines connexes pour traiter les problématiques de sensibilisation mondiale et nationale, de gouvernance, de politique, de régulation, de droits de l'homme, d'égalité hommes-femmes, de technologies, d'apprentissage Sud-Sud et de partenariats entre secteur public, privé et société civile à tous les niveaux. En tant que principal pourvoyeur d'assistance technique environnementale et de financement, le PNUD travaille dans plus de 170 pays et territoires, y compris les PMA, les PEID et les États fragiles et émergeant d'un conflit.

Le PNUD est un organisme multilatéral de mise en œuvre accrédité par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds multilatéral (FML) et le Fonds d'adaptation (FA) depuis leur création. En tant qu'organisme de mise en œuvre du FEM, le PNUD offre aux pays des services techniques intégrés

spécialisés pour l'évaluation des critères à remplir, la formulation des programmes, la mobilisation de cofinancements, le contrôle de la mise en œuvre, la gestion et l'évaluation des résultats, la gestion des connaissances et l'évaluation des paiements liés aux performances.

LE PNUD EN ACTION

Biodiversité

Le PNUD a aidé plus de **100 pays** à intégrer les priorités de gestion des écosystèmes terrestres et des écosystèmes connexes dans la planification du développement et les activités du secteur de la production, ainsi qu'à adopter des approches écosystémiques par rapport aux changements climatiques. Plus de 2 800 zones protégées, y compris des territoires des peuples autochtones et des zones communautaires protégées, représentant un total de plus de **480 millions d'hectares**, ont été renforcées.

À Cuba, le PNUD a favorisé le développement de mesures réglementaires en faveur de la préservation de l'importante biodiversité terrestre et marine de l'écosystème de Sabana-Camagüey menacée par des activités liées au tourisme, à l'agriculture et à la pêche. Dans le secteur du tourisme, le PNUD a soutenu le gouvernement lors de l'introduction de mesures imposant la construction de centres de traitement des déchets et des eaux usés au sein de tous les hôtels de la région. Tous les nouveaux hôtels, situés dans des zones sensibles du point de vue écologique, disposent désormais de systèmes de traitement des déchets liquides et utilisent des végétaux endémiques dans leurs jardins et leurs aménagements paysagers. Depuis le lancement du programme, le budget du secteur touristique de Sabana-Camagüey consacré à des actions liées à la préservation a triplé, preuve de l'implication du gouvernement envers le développement durable.

Au **Kazakhstan**, le PNUD a soutenu le gouvernement dans la mise en place du vaste corridor faunique Yrgyz-Torgai-Zylanshyk (2 millions ha) qui sert de zone de transition entre zones protégées et terres productives. Le PNUD a fourni une assistance technique au gouvernement et a aidé à garantir les engagements avec les propriétaires fonciers et d'autres actionnaires. En



conséquence, l'écosystème steppique se régénère et joue un rôle primordial dans l'économie verte du pays en pleine croissance. Conformément à la législation développée avec le soutien du PNUD pour la création du corridor, les demandes de la compagnie pétrolière nationale du Kazakhstan visant à explorer des zones du corridor ont été rejetées.

Gestion durable des sols

Le PNUD a soutenu plus de **30 pays** dans le cadre de projets financés par le FEM encourageant une Gestion durable des terres (GDT) sur des sols dégradés et qui ont eu un effet significatif sur plus de 9 millions d'hectares au niveau du site et des paysages et sur plus de 43 millions d'hectares bénéficiant des mesures au niveau politique.

Au **Maroc**, le soutien du programme de Développement des Zones Arides (PIDZA) du PNUD en faveur du Programme Oasis Sud (POS) a débouché sur : l'élaboration d'un cadre d'investissement stratégique infranational et des politiques intégrant les principes de gestion durable des sols aux planifications et budgets de développement régionaux/locaux; le renforcement des autorités locales et de groupes de femmes; des investissements fructueux dans la transformation agroalimentaire et l'écotourisme, générant des revenus et créant des emplois pour les populations locales; et une meilleure gestion des ressources foncières pour améliorer le développement durable et l'adaptation au changement climatique.

Grâce au Programme de microfinancements (PMF) du FEM mis en place par le PNUD, près de 250 000 hectares de terres dégradées ont été réhabilités au moyen de pratiques de gestion agricole et forestière renforcées et plus de 100 000 membres de la communauté ont désormais opté pour des pratiques de gestion des terres et de gestion forestière plus durables. Grâce au soutien du PMF, le travail de plus de 1 420 OSC et 1 126 OC a été renforcé afin de répondre à des problématiques environnementales communautaires, à travers 1 200 échanges entre pairs et 800 ateliers. Dans le cadre du programme d'adaptation communautaire du PMF dans les PEID, le Mékong et la région Asie-Pacifique, plus de 100 000 membres des communautés ont adopté des approches de gestion durable des sols et des forêts depuis 2013.

Changement climatique

Le PNUD a soutenu **42 projets d'adaptation au changement climatique** dans plus de 20 pays, bénéficiant directement aux agriculteurs et aboutissant à une augmentation moyenne de la productivité de 80 % et une augmentation moyenne des revenus de 47 %.

Au **Cambodge**, le PNUD a soutenu le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche pour aider les communautés agricoles rurales à devenir plus résilientes face aux impacts des changements climatiques via la mise en place de systèmes solaires de pompage, de puits à pompe, de systèmes d'irrigation et de bassins communautaires bénéficiant à plus de 13 000 personnes dans deux provinces. Dans le cadre de ce programme, le ministère des Affaires féminines a rédigé un manuel de formation sur le genre et le changement climatique qui constitue désormais une base essentielle du plan stratégique du ministère pour les cinq prochaines années.

En **Zambie**, grâce aux financements du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA), le PNUD a aidé le gouvernement à soutenir les agriculteurs dans leur adaptation à la sécheresse en intégrant une agriculture pouvant s'adapter au climat aux politiques de changement climatique, d'agriculture et forestières et en introduisant des techniques de conservation agricole et de diversification des cultures.

Gestion durable des forêts

Le PNUD a soutenu plus de **60 pays en développement forestiers**, partenaires du Programme ONU-REDD, dans leur effort de développement du mécanisme REDD+ de la CCNUC pour l'atténuation du changement climatique dans le secteur forestier. Parmi ceux-ci, plus de **20 pays** en Afrique, Asie-pacifique et Amérique latine ont été soutenus pour concevoir des politiques visant à **réduire la déforestation** et la **dégradation des forêts**, y compris en : (i) encourageant les dialogues et les partenariats multipartites ; (ii) s'assurant que des mesures sont prises pour générer des réductions substantielles des émissions de GES ; et (iii) en soutenant les droits des populations autochtones et des communautés locales.









































En **Indonésie**, le gouvernement a prorogé, avec le soutien du Programme ONU-REDD, un **moratoire sur l'exploitation des forêts primaires et des tourbières** et les responsables politiques nationaux se sont mis d'accord sur une meilleure gouvernance comme élément central du prochain plan stratégique forestier.

Au **Cambodge**, 12 plans de gestion forestière communautaire, visant à résoudre des problématiques de démarcation frontalière et la construction par les autorités forestières gouvernementales locales de voies spécifiques pour la lutte contre les incendies, ont été adoptés. Ce qui a permis une utilisation et une gestion durables des zones forestières autochtones et communautaires par plus de **100 000 personnes**, dont plus de **50 000 femmes** et **20 000 familles**.

En Sierra Leone, un programme d'électrification solaire pour 3 000 personnes de quatre communautés a également contribué à renforcer leur implication dans la préservation de la forêt communautaire.

Matières premières vertes

Le programme du PNUD sur les matières premières vertes (Green Commodities Programme) vise, en collaboration avec les gouvernements, le secteur privé et les petits exploitants agricoles, à améliorer les performances économiques, sociales et environnementales des chaînes logistiques des matières premières agricoles (huile de palme, bœuf, soja, cacao et café). Ce soutien comprend : la création d'un environnement favorable à la production et au commerce de matières premières agricoles durables; la mise en place de plateformes de matières premières nationales permettant aux gouvernements, au secteur privé et à la société civile de conjugueur leurs efforts pour promouvoir un commerce et une production durables de matières premières spécifiques ; un renforcement des capacités au niveau gouvernemental pour améliorer les systèmes d'approvisionnement des organisations agricoles ; le renforcement des capacités des agriculteurs en matière d'adoption des meilleures pratiques pour la préservation de la biodiversité dans le cadre de leurs activités ; et la collaboration avec le secteur financier national pour accorder des crédits aux agriculteurs afin de leur permettre une transition vers des pratiques agricoles durables.

Au **Ghana**, deuxième plus grand producteur et exportateur de cacao au monde, le programme du PNUD sur les matières premières vertes (Green Commodities Programme) a aidé à créer un partenariat public-privé innovant avec le gouvernement, le Ghana Cocoa Board, Cadbury (détenu aujourd'hui par Kraft) et d'autres entités afin de transformer la chaîne logistique du cacao et d'élaborer des techniques agricoles plus durables.

En offrant une formation technique aux petits exploitants agricoles pour améliorer les rendements et la durabilité des cultures de cacao, le PNUD a aidé le partenariat à améliorer les revenus d'environ 500 000 agriculteurs. Le dispositif de matières premières vertes a soutenu le développement de la toute première stratégie environnementale du Ghana pour le secteur du cacao, qui a depuis été adoptée par le Ghana Cocoa Board.

Matières extractibles

Le PNUD a soutenu plus de **25 pays** pour mieux gérer leurs **industries extractives**, par exemple pour des projets de renforcement de la gouvernance et des cadres juridiques, en matière de gestion des impacts environnementaux, de réduction des conflits et de soutien à la création de moyens de subsistance et d'emplois liés à cette industrie. En **Afrique du Sud**, le PNUD a aidé à développer le Mining and Biodiversity Guideline (Rapport « Industrie minière et biodiversité ») qui constitue une référence unique pour l'industrie et les législateurs pour garantir que les enjeux de la biodiversité sont systématiquement intégrés à la prise de décision dans le cadre des projets miniers. Le Rapport a été publié en 2013 avec l'accord des ministres des ministères des Mines et de l'Environnement et de la Chambres des Mines.

Produits chimiques et déchets

Le Protocole de Montréal/le Programme sur les produits chimiques du PNUD a contribué à : la formation de 300 000 personnes sur la protection de l'environnement et de la santé contre les polluants organiques persistants (POP) ; la protection de 220 000 personnes contre les risques élevés liés à l'exposition aux POP ; l'adoption de 65 politiques et réglementations relatives aux POP ; et la sécurisation de 335 000 tonnes de POP.

En **Géorgie**, avec le soutien du FEM, 230 tonnes de **pesticides et de terres contaminées** (dont 118 tonnes de DDT) ont été excavées, réemballées puis expédiées vers des centres d'élimination agréés en Belgique et en France.

Au **Nigeria**, avec le soutien du FEM, les rejets de POPPNI issus de l'incinération à l'air libre de déchets municipaux et agricoles ont été réduits de **300 g-TEQ** par an. Ce qui a permis de diminuer la pollution de l'eau et par les hydrocarbures au niveau local, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de favoriser la création d'emplois et de moyens de subsistance durables.

- i Équipe de soutien technique des Nations unies Messages clés (2014)
- ii Équipe de soutien technique des Nations unies Messages clés (2014)
- iii Ibid.
- iv Ibid.
- v Ibid.
- vi Cinquième rapport d'évaluation du GIEC (2014)
- vii Équipe de soutien technique des Nations unies Messages clés (2014)
- viii *Ibid*.
- ix Ibid.
- x Ibid.
- xi Les données économiques de la désertification, de la dégradation des sols et de la sécheresse : Méthodologies et analyse pour une véritable prise de décision
- xii Équipe de soutien technique des Nations Unies Messages clés (2014)
- xiii Désertification: Un front invisible. Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (2014)
- xiv UNCCD, La Terre en chiffres : Moyens de subsistance à un point de basculement (2014)
- xv Équipe de soutien technique des Nations Unies Messages clés (2014)
- xvi Ibid.
- xvii La Banque mondiale, Rapport de développement mondial 2012 : Égalité des genres et développement (2012)
- xviii FAO, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011 (2011)

Crédits photos:

Page 4: (De ga. à dr.) Neil Palmer/CIAT, GMB Akash/FAO

Page 5: (De ga. à dr.) Earth Touch, Eduardo Arraes

Page 8: Rob Keulemans

Page 9: (De ga. à dr.) Paballo Thekiso/FAO, Jason Houston/RarePlanet









































Au service des peuples et des nations

United Nations Development Programme One United Nations Plaza, New York, NY 10017 www.undp.org